L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

C. F. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 75, Entre Canal et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 13 JANVIER 1862

C. F. WEISSE, F. LINET. H. DUFOUR, S. HARDY. Editeurs-Propriétaires.

Abonnés d'Orléans
LUNDI MATIN, 13 JANVIER.

Les patrons de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir leurs abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS par les six hundres. On prient leurs patrons.

Abonnés à Bayonne du 1er janvier.

Par M. B. Sipes, 40, Bayonne—Sous le comptoir.

Mexique.

L'escadre espagnole a pris possession de la forteresse de San Juan de Ulua, le 16 décembre, et, le lendemain, les troupes mexicanes ont évacué Vera-Cruz, emmenant un corps de fanfare. Le général Prim doit venir cette semaine, à la Havane et se préparer à partir pour le Mexique avec des renforts. On assurait dans cette ville que Santa-Anna et Miramon devaient se rendre, au Mexique. Le *Diario de la Marina* dit qu'à la présidence de Vera-Cruz, s'étant montré disposé à évacuer la ville, a obtenu un délai de 24 heures pour faire retirer ses troupes. Le général espagnol, en détenant, a déclaré que prolongation aux troupes et non disposé au peuple. Dans cette demande, il dit que les troupes espagnoles sont seulement venues pour demander satisfaction de la non exécution des traités et des violences commises contre leurs compatriotes et pour obtenir des garanties contre le retour de pareils outrages. La plus grande satisfaction de l'armée, ajoute-t-il, serait de retourner dans son propre pays, après avoir accompli la mission que lui a confiée la reine, avec le caractère d'une médiation définitive des Mexicains. C'est un résultat plus que douceur. Les travailles du Trésor de Mexique vont jusqu'au 14 novembre. Le général Zulogue était en possession de San Pedro Tesiman, où il avait organisé son administration de cette crû, en proclamant le général Almonte président de la république et en instituant un tribunal. Ce général Almonte est un des plus riches capitalistes de Mexique. Il doit, dernièrement, à Paris où il a en plusieurs entretiens avec Napoléon III. On pense qu'il n'est guère prêt son compatriotes. Il est parti de Paris pour le Mexique depuis le commencement de novembre, par la voie de la Havane, et, en ce moment, il a peut-être rejoint ses partisans.

D'un autre côté, Miramon, ancien président, ministre des finances, Gonzales Echeverrea, qui venait d'arriver de Paris, et qui est un parent du général Prim, commandant de l'expédition espagnole. Il est donc permis de croire que, des deux côtés, il va y avoir des intrigues, non dans le but patriotique de délivrer le pays de l'intervention étrangère, mais dans le but de s'assurer les faveurs du gouvernement qui aura le plus de chances d'arriver au pouvoir.

Nous avons précédemment exprimé que les puissances intervenantes veuillent s'appuyer sur les mécontentements du parti de Miramon, les Zelonga, les Mejia, les Marquez et les Cobos. Ce serait aller contre la mission de civilisation et d'humanité, que se proposent ces puissances, que d'employer pour instruments des hommes, que leurs crimes ont mis au ban de l'humanité. Cependant, le probabilité lancée par Zelonga tendait à faire croire qu'Almonte s'intéressait de se servir des bandes nationales pour lutter contre le gouvernement de Juarez. Si le parti libéral envoyait impérieusement à opérer les lois et les décrets civiles du Mexique, en notant il s'est manifesté fois plus humain et plus honnête que ses adversaires, et c'est encore dans son sein qu'il faut chercher les éléments d'une régénération. Cette régénération est elle possible? C'est ce que nul n'osera affirmer.

Il est certain que les troupes alliées s'éprouveront peu de résistance sérieuse et qu'elles occuperont, dans un très bref délai, les ports de mer et même la capitale. Elles réussiront, par conséquent, à établir dans quatre ou cinq villes un gouvernement de leur choix et à nommer les commissaires de Mexico avec le libéral, mais nous croyons qu'elles ne parviendront pas à pacifier le pays et à le purger des bandes du parti que qui l'infestent. Il faudrait, pour cela, une armée d'occupation permanente de cinquante à soixante mille hommes, avec des colonnes mobiles, semblables aux colonnes dans l'Algérie. Les corps d'armée mexicains se disperseront devant les troupes européennes, mais il ne faut pas espérer que les hommes qui les composent retourneront au travail. Ils se dédommageront dans le pays et deviendront des petites bandes, afin de vivre de pillage et de rapine, en se portant tantôt sur un point, tantôt sur un autre.

Si les alliés trouvent facile la conquête du Mexique, ils ne tarderont pas à s'apercevoir que l'établissement d'un gouvernement stable et le maintien de ce gouvernement sont une œuvre beaucoup plus difficile. Et, comme nous l'avons déjà dit, leur expédition leur coûtera beaucoup plus que le montant total des réclamations françaises, anglaises et espagnoles. Le revenu des douanes ne sera de quelque importance que si l'on trouve un moyen de faire revivre l'agriculture, le commerce et l'industrie. On pourrait peut-être y parvenir en favorisant l'émigration européenne, dont le courant se trouve, en ce moment, détourné des Etats-Unis. Mais la présente condition serait l'assurer la sécurité des émigrants dans l'intérieur du pays, et d'un résultat exclusif de n'arrivera que par des mesures d'extermination dirigées contre les bandes de malfaiteurs. Le Congrès de pronunciamiento, et par l'inauguration d'un système de terreur, car c'est la loi fatale de l'anarchie de ne céder la place qu'au despotisme.

Tel est le sort de ce magnifique pays, le plus richesse dont qu'il y ait peut-être dans le Nouveau Monde, qu'on ne sait quelle abandonner, ni que lui conseiller. L'intervention étrangère est toujours une chose pénible pour un peuple et nous exécrions déjà que nos voisins puissent l'éviter; mais nous devons avouer que toutes les conséquences que nous avons fondées sur la représentation du gouvernement constitutionnel à Mexico, ont été loin d'être réalisées, et que même on voyons pas d'issue possible à la situation, que vingt ans d'anarchie ont faite au malheureux Mexique, dont cette d'un protectorat étranger.

Les puissances intervenantes se sont engagées par leur traité à laisser le Mexique libre de se choisir un gouvernement et, dans le fait où ce gouvernement serait une monarchie, à ne pas employer leur influence en faveur de l'un ou de l'autre des prétendants. Mais de pareilles promesses ne sont jamais faites de bonne foi et une élection accomplie sous la pression de l'occupation étrangère ne peut être libre de toute influence. Abstraction faite de l'intérêt que nous avons à ne pas avoir une monarchie pour voisine de notre république, nous ne croyons pas que l'établissement de cette forme du gouvernement, avec un prince étranger sur le trône, serait un bienfait pour le Mexique. Mais pensons qu'il vaudrait mieux que le peuple mexicain plaçât à la tête de ses destinées du pays un patriote énergique et intelligent, armé du pouvoir dictatorial et ayant le pouvoir d'en user. Une dictature nationale pourrait, dans un temps donné, affranchir le pays de l'occupation de l'étranger, tandis qu'une royauté imposée par des mains étrangères ne pourrait se maintenir qu'avec l'assistance permanente de son *Bienfaiteur*. L'Europe a réussi à faire monter un roi à la Grèce, mais c'était un roi chrétien qu'elle lui donnait, en échange du polythéisme turc, dont elle venait de la délivrer. Mais, en règle générale, un roi étranger est toujours odieux à un peuple, surtout lorsqu'il a été imposé par des baïonnettes étrangères.

RAPPORT DE M. BLY—M. Alfred Bly, représentant du Hôtel de New York, qui a été volontairement détaché de M. Buchanan, a présenté un rapport au président Lincoln, et qu'il vient d'être publié son rapport à Washington. Il dit, dans ce rapport, "qu'il est convaincu que tous les faits qui lui ont été rapportés sur le compte du Mexique ne sont pas exagérés. Il ajoute qu'il a observé publiquement son rapport à Washington, dit, dans ce rapport, "qu'il est convaincu que tous les faits qui lui ont été rapportés sur le compte du Mexique ne sont pas exagérés. Il ajoute qu'il a observé publiquement son rapport à Washington, dans lequel il